« La transition a amené une réponse collective »

Pour le fondateur des « villes en transition », anticiper un monde sans pétrole passe par la relocalisation des modes de production.

Durant trois jours, Rob Hopkins a posé ses valises à Liège, rencontrant les acteurs de « Liège en transition » et participant à des ateliers sur le projet de « ceinture aliment-terre », une initiative collective visant à relocaliser en province de Liège les productions alimentaires à l'heure où 83 % des aliments consommés en Wallonie sont importés.

Rob Hopkins

Né à Londres en 1968, diplômé en sciences humaines et sociales, il a initié en 2006 le concept de « ville en transition » au départ d'une formation sur la permaculture à Kinsale en Irlande et d'une application concrète dans sa ville de Totnes en Angleterre. Il a notamment écrit « Le manuel de la Transition ».

Rob Hopkins dans un jardin collectif créé à Tilff par des citoyens à l'emplacement d'une ancienne pépinière. Ou comment relocaliser autour de Liège une production maraîchère actuellement basée sur une dépendance au pétrole. © MICHEL TONNEAU.

En 2008, vous avez vulgarisé la « transition », une manière d'anticiper ce que serait un monde sans pétrole et soumis au dérèglement climatique. Aujourd'hui, le mouvement est présent dans plus de cinquante pays et 6.000 localités. Quel regard portez-vous sur cet élan collectif ?

Le message livré par « Le manuel de la transition » a mis en mouvement beaucoup de monde et a comblé un vide par rapport à la question du changement climatique. Les communications sur le sujet étaient assez désespérantes et les réactions souvent individuelles, soit avec une confiance aveugle dans la technologie, soit avec un repli sur soi, limite culpabilisant. La transition a amené la possibilité d'une réponse collective. C'est un espace de respiration où les groupes humains sont invités à expérimenter de nouvelles façons de se nourrir, de produire de l'énergie sans pétrole. Et cela, sans demander rien à personne. Des tas de livres ont été publiés et le mouvement s'appuie sur des expériences pratiques qui sont partagées. Cela va du lancement de monnaies locales à la réappropriation de l'agriculture pour un approvisionnement local comme ce que j'ai pu voir à Liège avec la ceinture aliment-terre.

Le mouvement des « villes en transition » a fait tache d'huile, mais il a été aussi récupéré, à voir le marketing qui se développe autour du concept de « local shop » développé par les supermarchés…

Le capitalisme est très fort pour assimiler ce qui le menace. Il se réapproprie les discours et les retourne à son avantage, à l'instar de ce qui s'est passé avec le mouvement punk. En Angleterre, le gouvernement a lancé le programme « The big society » qui veut faire de la relocalisation et mettre soi-disant la population aux commandes en disant aux gens « reprenez votre destin en main ». Cela ressemble à de la transition sauf que c'est un moyen de dégraisser le service public et de mener une politique de droite. Nous assistons également à l'émergence du concept de supermarché local. La structure financière ne change pas : le profit ne retourne pas aux petits producteurs locaux, mais quitte la région vers un actionnariat invisible.

La transition repose sur l'urgence d'anticiper un monde sans pétrole. Est-ce que cela va assez vite à votre goût ?

Quand on lit le dernier rapport du Giec, on ne change pas assez rapidement nos modes de production vers une société sans carbone et sans rejet de CO_2. La transition est une des réponses dans un écosystème de solutions. Ce qui importe, c'est de mobiliser les gens de manière positive et constructive. Mais si les gouvernements ne mettent pas des choses en place, rien ne changera. Il est très difficile de savoir où et quand nous allons assister à des points de basculement, des effets d'accélération. Quand je rencontre des assemblées de personnes, je veille à ne pas dire : « vous n'allez pas assez vite, pas assez loin », car c'est un discours culpabilisant qui nous fait retomber dans une logique de croissance à tous crins où il faut toujours faire mieux et plus vite.

Le mouvement de la transition ne joue-t-il pas un rôle de stimulateur économique puisqu'il pousse les individus à se rassembler et à faire du développement local…

Oui, avec un rythme qui permet que ce développement local se fasse avec la population, notamment via des coopératives qui deviennent une nouvelle manière d'investir son argent et de créer de l'emploi. C'est d'ailleurs ce qui se fait avec « Vin de Liège ».

Paradoxalement, le meilleur allié de la transition, n'est-ce pas le protectionnisme, le repli sur son territoire ?

Les économies locales et résilientes peuvent être horribles, à l'exemple de ces villages fermés sur eux-mêmes dans l'Angleterre des années 50 que la jeunesse a fui à grands pas. La transition est une alternative à la globalisation économique, mais elle est parfaitement compatible avec une globalisation culturelle. Le contraire d'un repli sur soi, plutôt un engagement civique, un souci de justice sociale. Et la notion d'apports culturels fait partie de la transition. Un peu comme un logiciel « open source ».

Qu'est-ce qui vous inspire dans « Liège en transition » ?

Le projet de ceinture aliment-terre est très ambitieux. Son point fort réside dans l'esprit de collaboration d'une foule d'acteurs très différents, des agriculteurs, des citoyens, des agences de développement local, des associations… Je suis impressionné car cela part de la base mais avec l'ambition de montrer la faisabilité d'un nouveau système de production alimentaire pour et par la région liégeoise.

Le financement public n'est-il pas nécessaire au risque de ne pas dépasser des petites structures à faible impact ?

Les pouvoirs publics aiment bien quand les projets ont un début et une fin. Or ce n'est pas la logique de la transition. Ceci dit, attention à une certaine forme de tyrannie sociale lorsque le poids du monde repose sur les épaules de bénévoles. D'où l'importance que le mouvement évolue vers une dimension de développement économique local (ce que nous avons fait avec la branche Reconomy en Angleterre) où la finalité est la prospérité de la population et non le profit. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE BODEUX

MODE D'EMPLOI

Le mouvement des Initiatives de transition a pris son essor à partir de 2008, suite à la publication du *Manuel de Transition* de Rob Hopkins. Il s'appuie sur la résilience qui peut se définir comme « la capacité d'un système à supporter des chocs et des tensions extérieures sans perturbation significative ». Le mouvement de la transition l'a transposée aux sociétés humaines, dans un contexte de changement climatique, de fin des énergies fossiles bon marché et d'instabilité économique. La vision de l'avenir est résolument optimiste, les crises sont vues comme des occasions de changer radicalement la société actuelle.

La permaculture est un art de vivre qui associe l'art de cultiver la terre pour la rendre fertile indéfiniment et l'art d'aménager le territoire. Elle n'est pas un mode de pensée, mais un mode d'agir qui prend en considération la biodiversité des écosystèmes. Cette production agricole tend à être très économe en énergie (travail manuel et mécanique, carburant…) et respectueuse des êtres vivants et de leurs relations réciproques.
Infos : www.reseautransition.be et www.barricade.be.